

En l'état, quatre écologistes briguent le Conseil d'Etat. Solidarités a renoncé lors d'un vote, mais vérifie la validité des voix. Le PdT pourrait se lancer

Quatre vertes dans les starting-blocks

RACHAD ARMANIOS

Conseil d'Etat ▶ A deux jours du délai fixé par les Verts pour déposer les candidatures, le parti compte quatre femmes désireuses d'intégrer le Conseil d'Etat pour renverser sa majorité, à l'occasion de l'élection partielle du 7 mars. La gauche de la gauche devrait faire entendre une voix plus radicale, probablement celle du Parti du travail puisque Solidarités a renoncé à cette élection, une décision pas encore définitive.

Chez les écologistes, seules des femmes se sont présentées. Le parti ne veut pas envoyer au gouvernement un autre homme aux côtés d'Antonio Hodgers.

Parmi les quatre concurrentes, Marjorie de Chastonay est députée et préside la commission des transports. Cette enseignante à l'école primaire a déjà tenté d'entrer au Conseil d'Etat en 2018. Elle préside la Fédération genevoise des associations de personnes handicapées et de leurs proches.

Maryam Yunus Ebener est maire d'Onex. Cette enseignante d'histoire au collège entame sa première législature dans l'exécutif communal.

Fabienne Fischer, elle, a été conseillère municipale en Ville de Genève et siège au conseil d'administration de l'Hospice général depuis 2012. Avocate et historienne, elle a été membre de celui de l'Aéroport entre 2012 et 2018.

Enfin, Esther Schaufelberger est députée suppléante et conseillère municipale à Vernier, délibératif qu'elle a présidé. Ethnologue, elle travaille dans l'humanitaire et les droits humains. L'assemblée générale tranchera le 8 décembre.

Le fait que ces candidates jouissent d'une moins grande notoriété médiatique que l'un des deux candidats à la candidature du PLR, le député Cyril Aellen, n'effraie pas Delphine Klopfenstein Broggin, prési-



De gauche à droite et de haut en bas: Marjorie de Chastonay, Maryam Yunus Ebener, Fabienne Fischer, Esther Schaufelberger, Gilles Rufenacht, Cyril Aellen et Pierre Maudet. Pour l'instant, seuls les quatre vertes et les deux PLR – qui devront être départagés par leur parti respectif – ont exprimé leur volonté de se présenter face au conseiller d'Etat. Mais d'autres candidatures pourraient sortir du bois. DR/KEYSTONE

dente des Verts. «Cyril Aellen, très virulent, représente l'aile droite du PLR. Un électorat large pourra-t-il se reconnaître en lui, même s'il va édulcorer ses propos? A l'inverse, de nombreuses femmes se retrouveront dans une verte qui incarnera un discours d'ouverture, de solidarité et de transformation de la société.» La présidente souligne surtout la division de la droite, raison pour laquelle elle en appelle à l'unité à gauche, le soutien des socialistes aux Verts étant déjà acquis.

Recomptage à Solidarités Solidarités ne devrait pas diviser les forces. Lundi en assemblée générale, 35 membres contre 32 ont décidé que leur formation ne participerait pas à cette élection.

Mais le secrétariat est en train de vérifier ce vote serré, qui a eu lieu en visioconférence, en s'assurant que tous les participants ont bien payé leur cotisation avant la réunion – condition pour pouvoir voter. On en saura plus mardi. «On fait comme aux Etats-Unis», plaisante un interlocuteur. De fait, pour les opposants à une candidature de combat, a pesé la difficulté de trouver une personne rassembleuse alors que le parti, en crise, est divisé. Le coût et l'énergie d'une campagne ont aussi freiné les ardeurs, dans l'idée que le mouvement peut faire valoir sa voix autrement que via une élection.

Rater une telle tribune, alors que les choix budgétaires risquent d'être très douloureux dans les années à venir, paraît

une bêtise monumentale à ceux qui jugent indispensable de faire valoir une alternative à la gauche rose-vert. Car sa présence au gouvernement est jugée catastrophique, tandis qu'au parlement elle aurait trahi la fonction publique.

Quentin Stauffer, syndicaliste au SSP et membre du Parti du travail, souhaite aussi une candidature rassemblant la gauche radicale. Le comité directeur a pris l'option de lancer quelqu'un, mais c'est l'assemblée générale qui en décidera le 15 décembre. Le délai de dépôt des candidatures est fixé à lundi. Les noms de Quentin Stauffer, du président, Alexander Eniline, et de Maria Pérez, candidate malheureuse au Conseil administratif, circulent.

A droite, trois noms se disputent pour l'instant le fauteuil que Pierre Maudet remet en jeu. Ce dernier se présente comme indépendant. Le PLR, son ancienne formation, choisira, le 15 décembre, entre Gilles Rufenacht, le directeur des Cliniques des Grangettes et de La Colline, et Cyril Aellen. Sauf si un nom surprise apparaît avant lundi.

L'UDC, de son côté, n'a pas encore décidé de se lancer ou non. Certains le souhaitent, pour contester la politique «dépensière» du Conseil d'Etat et cesser d'être vus par le PLR comme un marchepied. Les Vert'libéraux sont eux aussi dans la réflexion. PDC et MCG soutiendront en principe la candidature libérale-radical. |